

PART IV

---

CORRESPONDENCE

---

QUATRIÈME PARTIE

---

CORRESPONDANCE

I. THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE  
NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

7 July 1959.

Sir,

Upon the instruction of my Government, I transmit to you herewith, in accordance with the Statute and Rules of the International Court of Justice, an application<sup>1</sup> to the Court instituting proceedings on behalf of my Government against the Union of Soviet Socialist Republics on account of the destruction on November 7, 1954, of a United States Air Force B-29 aircraft in the Japanese territorial air space over Hokkaido, Japan. My Government has appointed Mr. Loftus E. Becker, the Legal Adviser of the Department of State, as its agent in this case. I certify that the signature on the application transmitted herewith is the signature of Mr. Becker. The address for service to which all communications relating to the application should be sent is this Embassy.

For the purposes of the provisions of the Statute and the Rules of Court, particularly Article 40 (2) and (3) of the Statute and Article 33 (1) and Article 34 of the Rules of Court, I transmit with the original of this application one hundred printed copies which I certify to be correct copies of the original.

Very truly yours,

(Signed) Philip YOUNG,  
Ambassador of the United States of America.

2. LE GREFFIER EN EXERCICE A L'AMBASSADEUR DE L'UNION DES  
RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES AUX PAYS-BAS

7 juillet 1959.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a déposé ce jour au Greffe de la Cour internationale de Justice une requête (avec annexes) introduisant une instance contre le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Cette requête fait état de certains actes qui auraient été commis par l'aviation de chasse de l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 7 novembre 1954, dans l'espace aérien du Japon, contre un appareil de l'armée de l'air des États-Unis.

Votre Excellence voudra bien trouver sous pli séparé sept exemplaires de la requête, dans l'édition qui a été déposée au nom du Gouvernement des États-Unis. Je lui en ferai parvenir incessamment d'autres exemplaires, imprimés et certifiés conformes, dans l'édition anglaise et française qui sera établie par les soins du Greffe aux fins des communications à effectuer en conformité de l'article 40, paragraphes 2 et 3 du Statut.

A cette occasion, j'attire l'attention de Votre Excellence sur l'article 35 du Règlement de la Cour qui dispose (paragraphe 3) que la Partie contre laquelle la requête est présentée et à laquelle elle est communiquée doit, en accusant la réception de cette communication ou sinon le plus

<sup>1</sup> See p. 8.

tôt possible, faire connaître à la Cour le nom de son agent, et (paragraphe 5) que la désignation de l'agent doit être accompagnée de l'indication du domicile élu au siège de la Cour et auquel seront adressées toutes les communications relatives à l'affaire en cause.

Veillez agréer, etc.

3. THE ACTING REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS (*telegram*)

7 July 1959.

With reference Article 40 paragraph 3 Statute have honour inform you that United States Government filed seventh July application instituting proceedings against Union of Soviet Socialist Republics alleging certain acts committed by Soviet fighter aircraft on seventh November 1954 over Hokkaido Japan against a United States Air Force B29 airplane Stop Am airmailing for your information one copy application Stop Certified true copies application in bilingual edition follow.

4. THE ACTING REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

7 July 1959.

Sir,

With reference to my telegram of today's date, a copy of which is enclosed herewith, I have the honour to confirm that on 7 July 1959 the United States Government filed an Application instituting proceedings against the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, alleging certain acts committed by fighter aircraft of the Union of Soviet Socialist Republics on 7 November 1954, in the area of the Japanese Island of Hokkaido, against a United States Air Force B-29 airplane.

For your information, I am sending you herewith an advance copy of this Application and its annexes.

I should be grateful if, in accordance with Article 40, paragraph 3, of the Statute of the Court, you would be good enough to notify the Members of the United Nations of the filing of this Application. For this purpose, I shall forward to you as soon as possible one hundred certified true copies of the Application marked: "Attention Director, General Legal Division".

I have, etc.

5. LE GREFFIER EN EXERCICE AU CHARGÉ D'AFFAIRES DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES AUX PAYS-BAS <sup>1</sup>

14 juillet 1959.

Monsieur le Chargé d'affaires,

Me référant à ma lettre du 7 juillet 1959, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint sept exemplaires, dont deux certifiés conformes, de

<sup>1</sup> Une communication semblable a été faite à l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

l'édition bilingue, établie par le Greffe, de la requête du Gouvernement des États-Unis d'Amérique introduisant devant la Cour l'affaire relative à l'incident aérien du 7 novembre 1954.

J'ai en outre l'honneur de vous informer qu'en transmettant copie de cette requête aux États admis à ester en justice devant la Cour, j'ai, me référant à l'article 63 du Statut de la Cour, attiré l'attention des parties au Traité de paix signé avec le Japon à San Francisco, le 8 septembre 1951, sur le fait que les États-Unis soutiennent, dans leur requête, qu'il s'agit de l'interprétation de ce Traité.

Veillez agréer, etc.

6. LE GREFFIER EN EXERCICE AU MINISTRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES D'ARGENTINE <sup>1</sup>

13 juillet 1959.

Monsieur le Ministre,

Le 7 juillet 1959, l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Pays-Bas a déposé au Greffe de la Cour internationale de Justice une requête datée du 8 juin 1959 par laquelle le Gouvernement des États-Unis a introduit devant la Cour contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques une instance relative à un incident aérien survenu le 7 novembre 1954.

J'ai l'honneur, à toutes fins utiles, de transmettre ci-joint à Votre Excellence un exemplaire de cette requête.

Il est à noter que l'État demandeur soutient que sa demande met en jeu l'interprétation du Traité de paix avec le Japon, signé à San Francisco le 8 septembre 1951 par les États-Unis et d'autres Gouvernements. L'Argentine étant partie à cet acte, j'ai l'honneur, me référant à l'article 63 du Statut de la Cour, d'attirer l'attention de Votre Excellence sur ce point.

Veillez agréer, etc.

7. LE GREFFIER EN EXERCICE AU MINISTRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES D'AFGHANISTAN <sup>2</sup>

13 juillet 1959.

Monsieur le Ministre,

Le 7 juillet 1959, l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Pays-Bas a déposé au Greffe de la Cour internationale de Justice une

<sup>1</sup> Cette communication a été adressée aux États Membres des Nations Unies qui ont signé le Traité de paix du 8 septembre 1951 avec le Japon, à savoir l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Cambodge, le Canada, Ceylan, le Chili, Costa Rica, Cuba, la République Dominicaine, l'Éthiopie, l'Équateur, la France, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Iran, l'Iraq, le Laos, le Liban, le Libéria, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, la Norvège, le Panama, le Pakistan, le Paraguay, le Pérou, la République philippine, le Salvador, l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Union sud-africaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République arabe unie, l'Uruguay, le Venezuela.

<sup>2</sup> La même communication a été adressée à tous les autres États Membres des Nations Unies qui n'ont pas signé le Traité de paix du 8 septembre 1951 avec le Japon.

requête datée du 8 juin 1959 par laquelle le Gouvernement des États-Unis a introduit devant la Cour contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques une instance relative à un incident aérien survenu le 7 novembre 1954.

J'ai l'honneur, à toutes fins utiles, de transmettre ci-joint à Votre Excellence un exemplaire de cette requête.

Veuillez agréer, etc.

8. LE GREFFIER EN EXERCICE AU MINISTRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DU VIET-NAM <sup>1</sup>

13 juillet 1959.

Monsieur le Ministre,

Le 7 juillet 1959, l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Pays-Bas a déposé au Greffe de la Cour internationale de Justice une requête datée du 8 juin 1959 par laquelle le Gouvernement des États-Unis a introduit devant la Cour contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques une instance relative à un incident aérien survenu le 7 novembre 1954.

Me référant à l'article 40, paragraphe 3, du Statut de la Cour, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence un exemplaire de cette requête.

Il est à noter que l'État demandeur soutient que sa demande met en jeu l'interprétation du Traité de paix avec le Japon, signé à San Francisco le 8 septembre 1951 par les États-Unis et d'autres Gouvernements. Le Viet-Nam étant partie à cet acte, j'ai l'honneur, me référant à l'article 63 du Statut de la Cour, d'attirer l'attention de Votre Excellence sur ce point.

Veuillez agréer, etc.

9. LE GREFFIER EN EXERCICE AU MINISTRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE <sup>2</sup>

13 juillet 1959.

Monsieur le Ministre,

Le 7 juillet 1959, l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Pays-Bas a déposé au Greffe de la Cour internationale de Justice une requête datée du 8 juin 1959 par laquelle le Gouvernement des États-Unis a introduit devant la Cour contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques une instance relative à un incident aérien survenu le 7 novembre 1954.

<sup>1</sup> Cette communication a été adressée au Viet-Nam, seul des États Parties au Statut de la Cour aux termes de l'article 93, paragraphe 2, de la Charte des Nations Unies, ou des autres États auxquels la Cour est ouverte aux termes de l'article 35, paragraphe 2, du Statut, à avoir signé le Traité de paix du 8 septembre 1951 avec le Japon.

<sup>2</sup> La même communication a été adressée aux autres États, non Membres des Nations Unies, qui sont Parties au Statut de la Cour aux termes de l'article 93, paragraphe 2, de la Charte des Nations Unies ou auxquels la Cour est ouverte aux termes de l'article 35, paragraphe 2, du Statut, et qui n'ont pas signé le Traité de paix du 8 septembre 1951 avec le Japon.

Me référant à l'article 40, paragraphe 3, du Statut de la Cour, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence un exemplaire de cette requête.

Veuillez agréer, etc.

---

**IO. THE ACTING REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF  
THE UNITED NATIONS**

15 July 1959.

Sir,

With reference to my letter of 7 July 1959, I have the honour to forward to you, under separate cover (by air) (marked: Attention Director, General Legal Division), one hundred certified true copies of the Application filed on 7 July 1959, by the Government of the United States of America instituting proceedings against the Government of the Union of Soviet Socialist Republics in the case concerning the Aerial Incident of 7 November 1954.

I have, etc.

---

**IX. THE CHARGÉ D'AFFAIRES OF THE U.S.S.R. TO THE NETHERLANDS  
TO THE ACTING REGISTRAR <sup>1</sup>**

In connection with the letter of the International Court of Justice No. 29945 of 7 July 1959 in which it is communicated that the Government of the U.S.A. filed a complaint against the Government of the U.S.S.R. relating to the incident which had taken place on 7 November 1954 when an American aircraft violated the state border of the U.S.S.R. in the vicinity of the island of Tanfiliev, I have the honour on the instruction of my Government to communicate the following.

The Government of the U.S.S.R. in its note of 4 March 1959 to the Government of the U.S.A. on this question as in its previous notes of 7 November and 11 December 1954 and of 19 August 1957, pointed out that the violation of the Soviet State border by the American plane which was the first to fire the Soviet fighter planes is an indisputable fact and that the responsibility for the incident is completely on the American side.

In the same note of 4 March 1959 the Government of the U.S.S.R., in response to the proposal of the Government of the U.S.A. to refer this case to the International Court of Justice stated that they did not see bases for it.

The Soviet Government draws your attention to the fact that they repeatedly protested against violations by American planes of the U.S.S.R. state borders situated many thousand kilometres away from the American territory and warned that all the responsibility for such violations and their consequences would be completely on the American side. But the American side ignored this kind of warning and did not prohibit their military air forces to direct planes towards the state borders of the U.S.S.R. and violate these borders.

---

<sup>1</sup> Text in English, annexed to a letter in Russian and entitled "Unofficial translation".

In connection with the heretofore stated the Government of the U.S.S.R. considers as before that in this case there are no questions which are in need to be solved by the International Court of Justice and do not see bases for the filing of this case with the Court.

Please, accept, Mr. Registrar, the assurances of my highest consideration.

(Signed) V. KOUZNETSOV.

---

12. THE ACTING REGISTRAR TO THE AGENT OF THE  
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

3 September 1959.

Sir,

With reference to the case concerning the Aerial Incident of 7 November 1954 (U.S.A. v. U.S.S.R.), I have the honour to transmit to you herewith a photostat copy of a letter in Russian<sup>1</sup> from the Chargé d'Affaires of the U.S.S.R. in the Netherlands as well as a certified true copy of an "unofficial translation" into English<sup>2</sup> which accompanied that letter.

A copy of the "unofficial translation" submitted by the Chargé d'Affaires has been transmitted to Members of the Court.

I have, etc.

---

13. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE  
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA<sup>3</sup>

9 October 1959.

Sir,

I have the honour to refer to an Application relating to the Aerial Incident of 7 November 1954, which was filed in the Registry on 7 July 1959, on behalf of the Government of the United States of America.

I have the further honour to inform you that on 7 October 1959, the International Court of Justice ordered that the case brought before it by means of this Application be removed from the List.

I shall in due course send you the official copy for the Government of the United States of America of the above-mentioned Order<sup>4</sup>.

I have, etc.

---

<sup>1</sup> Not reproduced.

<sup>2</sup> See No. 11.

<sup>3</sup> A similar communication was sent to the Chargé d'Affaires of the U.S.S.R. to the Netherlands.

<sup>4</sup> See Publications of the Court, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders 1959*, p. 276.

**14. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE  
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA <sup>1</sup>**

21 October 1959.

Sir,

With reference to my letter of 9 October 1959, I have the honour to send you herewith an official copy of the Order of 7 October 1959, by which the case relating to the Aerial Incident of 7 November 1954 was removed from the Court's list.

I have, etc.

**15. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL  
OF THE UNITED NATIONS**

23 October 1959.

Sir,

With reference to my cable of 7 July 1959, I have the honour to inform you that on 7 October 1959 the Court decided to remove from the List the case concerning the Aerial Incident of 7 November 1954 (United States of America *v.* Union of Soviet Socialist Republics).

Copies of the relevant order will be despatched to you by surface mail.  
I have, etc.

---

<sup>1</sup> The same communication was sent to the Chargé d'Affaires of the U.S.S.R. to the Netherlands.